

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/DS/M/8

30 juin 2003

(03-3437)

Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends  
28-30 janvier 2003

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
du 28 au 30 janvier 2002

*Président: M. Péter Balás (Hongrie)*

### Sommaire:

### Page

- |    |                                                                                                                                                    |          |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1. | <b>Examen des projets de textes juridiques présentés par les participants sur la base de la compilation des projets de textes juridiques .....</b> | <b>4</b> |
| 2. | <b>Autres questions .....</b>                                                                                                                      | <b>9</b> |

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a indiqué que l'ordre du jour proposé reflétait l'entente intervenue entre les participants à la réunion de décembre selon laquelle les travaux entreraient dans une nouvelle phase à la réunion en cours, à savoir l'examen par les participants de projets de textes visant à la clarification et l'amélioration du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a indiqué qu'il s'agissait de la quatrième étape des débats. Il a rappelé que le volet I avait consisté en un débat général sur les changements que les participants souhaitaient apporter au Mémoire d'accord. Dans le cadre du volet II, les débats avaient porté sur des propositions spécifiques présentées par les participants. Les débats avaient été facilités par la liste de questions établie sous la responsabilité du Secrétariat. Ce processus avait toutefois touché à son terme à la réunion de décembre. Il a rappelé qu'à cette réunion, en raison du manque de temps, il avait proposé, avec l'appui des participants, d'entrer dans une quatrième phase des négociations: à savoir un examen sur la base des projets de textes juridiques présentés par les participants. À cet égard, il a tenu à remercier les participants des efforts qu'ils avaient déployés afin de communiquer des textes pour examen à la réunion en cours, comme en témoignait le grand nombre de nouvelles propositions distribuées depuis la réunion de l'ORD.

Il a ensuite appelé l'attention des participants sur les documents qui avaient été distribués depuis la réunion précédente. Il a indiqué que la proposition présentée à titre informel en décembre par le Chili et les États-Unis avait maintenant été distribuée sous la cote TN/DS/W/28. Quatorze nouvelles contributions avaient été distribuées, la plupart contenant des projets de textes développant des propositions précédentes: une proposition de la Chine, distribuée sous la cote TN/DS/W/29; deux propositions de la Thaïlande, distribuées sous les cotes TN/DS/W/30 et 31; une proposition du Japon, distribuée sous la cote TN/DS/W/32; une proposition de l'Équateur, distribuée sous la cote TN/DS/W/33; une proposition de l'Australie, distribuée sous la cote TN/DS/W/34; une proposition de la Corée, distribuée sous la cote TN/DS/W/35; une proposition du Taipei chinois, distribuée sous la cote TN/DS/W/36; une proposition du Groupe des PMA, distribuée sous la cote TN/DS/W/37; une proposition des Communautés européennes, distribuée sous la cote TN/DS/W/38; une proposition du

Mexique, distribuée sous la cote TN/DS/W/40; une proposition du Canada, distribuée sous la cote TN/DS/W/41; une proposition du Groupe africain, distribuée sous la cote TN/DS/W/42; et, plus récemment, une proposition de la Jordanie, distribuée sous la cote TN/DS/W/43. De plus, deux documents avaient été distribués sous les cotes JOB(03)/1 et JOB(03)/2, en réponse à la proposition faite à la réunion de décembre visant à ce que des modèles de conventions rédactionnelles soient mis à la disposition des participants. Ces documents avaient été communiqués aux délégations pour information par les États-Unis et le Canada. En outre, une première compilation des propositions de textes avait été distribuée sous les cotes JOB(03)/10 et JOB(03)/10/Add.1 sur la base des contributions reçues par le Secrétariat au 22 janvier 2003. Comme la proposition de la Jordanie venait tout juste d'être communiquée, il n'avait pas été possible de l'inclure dans la nouvelle compilation de projets de textes. Toutefois, il serait possible de prendre ce texte en considération car la proposition était distribuée dans le document susmentionné. Il est ensuite passé aux détails de l'organisation des travaux au titre de ce point mais, aux fins de l'adoption de l'ordre du jour, il a tenu à donner les grandes lignes de la façon dont il avait l'intention de procéder. Il a indiqué que le principal objectif du point 1 de l'ordre du jour serait de permettre l'examen de plusieurs propositions de textes dans l'ordre dans lequel ils figuraient dans la compilation informelle de projets de textes (voir les documents JOB(03)/10 et JOB(03)/10/Add.1): à savoir dans l'ordre des dispositions du Mémoire d'accord. Il a indiqué qu'il proposerait de mener la majeure partie de cet examen à titre informel. Au cours de cet examen informel, il souhaitait aborder chaque question séparément et les délégations qui avaient mis de l'avant des propositions de textes seraient invitées à les présenter au moment de l'examen de questions spécifiques. Si les délégations souhaitaient faire des déclarations officielles concernant l'une quelconque de ces propositions de textes, il les inviterait à le faire au terme du point 1 de l'ordre du jour. Toute délégation souhaitant annoncer une nouvelle proposition de projet de texte serait également invitée à le faire au titre du point 1 de l'ordre du jour. Cela dit, comme convenu, l'examen de toute proposition ne préjugerait pas de l'acceptation par les délégations des idées énoncées dans les propositions. Il a indiqué qu'au terme de l'examen du point 1 de l'ordre du jour, les délégations auraient donc l'occasion de faire des déclarations officielles. Par ailleurs, si les délégations souhaitaient faire des déclarations de nature plus générale ou plus conceptuelle, il les inviterait à le faire au titre des "Autres questions". Pour ce qui était de certaines propositions récentes, dont notamment la proposition de la Chine et d'autres propositions qui concernaient l'étape précédente des négociations, il a indiqué qu'il serait ménagé une possibilité aux délégations de faire consigner dans le compte rendu des déclarations faites au titre des "Autres questions" auxquelles s'ajouteraient toutes les observations que formuleraient d'autres délégations. Il a indiqué qu'en raison du manque de temps, il n'envisageait pas la tenue de longs débats conceptuels supplémentaires et a proposé de commencer la nouvelle phase de négociations fondée sur les projets de textes. Au titre des "Autres questions", il souhaitait également aborder brièvement deux questions pour faire suite à des discussions antérieures: i) la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement Membres et ii) les propositions qui avaient possiblement des incidences budgétaires. Il était convenu que la discussion au titre des "Autres questions" sur ces deux points serait tenue sur un mode informel.

Le représentant du Chili a indiqué qu'il souhaitait mentionner la déclaration du Président concernant l'organisation de la réunion en cours. Comme le Président l'avait indiqué, l'examen porterait sur la nouvelle compilation qui avait été distribuée très récemment et que sa délégation n'avait pas encore été en mesure d'étudier. Il a proposé que l'examen porte sur les propositions plutôt que sur la compilation.

Le Président a indiqué qu'il était conscient de la distribution relativement tardive de la nouvelle compilation mais cela était dû au fait que les délégations avaient pris beaucoup de temps pour élaborer leurs documents. Il a indiqué que la compilation n'était pas très différente des propositions elles-mêmes. Ainsi, l'examen serait, en pratique, basé sur les propositions qui figuraient dans la compilation dans l'ordre des dispositions du Mémoire d'accord. Les propositions seraient examinées dans l'ordre dans lequel elles figuraient dans la compilation et il donnerait aux délégations la possibilité de présenter et d'expliquer leurs propositions.

Le représentant de l'Uruguay a indiqué que la proposition du Président concernant la façon de procéder à la réunion en cours ne présentait pas de difficultés à sa délégation. Toutefois, en réponse à ce qu'avait déclaré le Chili, il a proposé que les participants dont les propositions étaient récentes puissent les présenter à la réunion en cours. Après de brèves explications, les participants pourraient formuler des observations sur les propositions présentées. Ainsi, les délégations pourraient présenter leurs propositions et passer ensuite à l'examen de la nouvelle compilation. Cette approche tiendrait compte de ce qu'avait déclaré le Chili et donnerait la possibilité aux autres délégations de présenter les principaux éléments de leurs propositions.

Le représentant de l'Inde a indiqué que sa délégation était consciente des délais impartis mais elle estimait qu'il serait préférable, comme le proposait l'Uruguay, de donner la possibilité aux délégations qui avaient communiqué des propositions de les présenter brièvement et de permettre aux autres délégations de formuler des observations à leur sujet. Il a rappelé qu'à la Session extraordinaire de décembre, quelques délégations n'avaient formulé que des observations préliminaires sur la proposition des États-Unis et du Chili et s'étaient réservé le droit de formuler d'autres observations ultérieurement. Cela étant, il estimait que les délégations devraient avoir la possibilité de formuler des observations sur cette proposition à la réunion en cours.

Le Président a rappelé que les participants avaient décidé de ne plus mener de négociations générales de type conceptuel. Il reconnaissait que certaines délégations souhaitent peut-être présenter brièvement leurs propositions et il leur permettrait de le faire, si elles le souhaitent. Toutefois, il serait ménagé une possibilité, dans le cadre de l'examen de la compilation, de présenter des propositions et d'indiquer les principes fondamentaux sur lesquels elles s'appuyaient. Pour ce qui était des propositions antérieures, il a indiqué qu'il donnerait aux délégations qui souhaitent faire des déclarations officielles la possibilité de le faire au titre du point 2 de l'ordre du jour ("Autres questions"). Cela dit, il a souligné qu'un examen conceptuel prenait plus de temps et que, au stade actuel, il ne restait plus beaucoup de temps. Il estimait que la poursuite d'un débat conceptuel risquait de compromettre le processus et ses chances de succès. Il a donc proposé que les délégations souhaitant présenter les grandes lignes de leurs propositions puissent le faire mais il demanderait aux délégations de ne pas faire d'observations à leur sujet immédiatement après ces présentations et de formuler plutôt des observations spécifiques au moment de l'examen à titre informel de questions spécifiques dans le cadre de la compilation.

Le représentant de la Jordanie s'est déclaré en faveur des déclarations faites par le Chili, l'Uruguay et l'Inde et a indiqué que sa délégation souhaitait présenter sa proposition et être en mesure de recevoir les observations formulées par les autres délégations sur sa proposition.

Le représentant du Canada a dit que les délégations savaient depuis un certain temps qu'elles passeraient à l'examen de la compilation à la réunion en cours. Sa délégation était encouragée par le fait que les participants passaient de la discussion générale à l'examen de projets de textes spécifiques. La compilation venait effectivement tout juste d'être distribuée mais cela était dû au fait que les délégations avaient communiqué leurs propositions en retard. Le Canada estimait que le retour à des débats généraux constituerait un pas en arrière. Il était donc en faveur de l'approche proposée par le Président selon laquelle les délégations devraient se concentrer sur les textes dès que possible. Son pays avait communiqué une proposition mais il serait prêt à renoncer à en faire une présentation générale et il s'exprimerait à son sujet au moment où la section pertinente de la compilation serait examinée. Ce serait là une façon plus efficace de procéder.

Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation appuyait la déclaration faite par le Canada et que l'Australie souhaiterait adhérer à la proposition consistant à passer en revue la compilation et à évoquer sa proposition au moment où la section pertinente de la compilation serait examinée. Pour l'Australie, les participants avaient passé le stade des observations et des déclarations générales et il y avait lieu de faire porter l'attention sur la nouvelle compilation comme cela avait été prévu. À cet égard, le Président avait bien précisé que cette approche avait été approuvée à la réunion de décembre.

Le Président a indiqué qu'en réponse au souhait de quelques délégations, il permettrait la tenue d'un débat plus général. À cette fin, il a proposé qu'un point soit inscrit au titre des "Autres questions" afin de permettre aux délégations d'avoir un débat conceptuel, de présenter des propositions et de formuler des observations à leur sujet.

Il en a été ainsi convenu.

**1. Examen de projets de textes juridiques présentés par les participants sur la base de la compilation des projets de textes juridiques (JOB(03)/10 et Add.1)**

1. Le Président a indiqué que, comme il l'avait proposé avant l'adoption de l'ordre du jour, les déclarations ci-après, à la demande des délégations en question, seraient consignées dans le compte rendu au point 1 de l'ordre du jour car elles se rapportaient directement à la partie informelle de l'examen qui était consacré aux propositions spécifiques figurant dans la compilation.

2. Le représentant de la Jordanie a dit que son pays n'avait jamais participé à un différend devant des groupes spéciaux ou l'Organe d'appel, pas même en tant que tierce partie, mais il était bien conscient du rôle vital joué par le mécanisme de règlement des différends, comme constituant la pierre angulaire du système commercial multilatéral. Le règlement des différends était un élément indispensable au système de l'OMC car il offrait le mécanisme nécessaire pour assurer l'exercice des droits et le respect des obligations prescrits dans les Accords de l'OMC. Le système créé pour le règlement des différends dans le cadre de l'OMC révélait le caractère fondamental du droit pour la réalisation des objectifs économiques. Pour commencer, il convenait de souligner que les Membres de l'OMC devaient toujours s'efforcer de résoudre leurs différends le plus tôt possible, que ce soit au stade de la consultation ou même par le biais du recours à un système efficace de médiation ou de conciliation. Il a déclaré qu'un certain nombre de mesures pratiques pourraient être prises pour améliorer et clarifier le Mémoire d'accord et, étant donné le contexte mondial en évolution rapide dans lequel l'OMC opérait aujourd'hui, l'adaptabilité, la prévisibilité et la flexibilité dans le cadre du Mémoire d'accord seraient essentielles pour faire face aux défis de ce monde de plus en plus intégré. Il conviendrait également de souligner que les propositions examinées en vue de faire évoluer le Mémoire d'accord devraient avoir pour objectif général de faciliter le règlement à l'amiable des différends.

3. Une analyse du fonctionnement de ce système sur le plan juridique pourrait nécessiter l'examen d'une vaste gamme de questions allant du général au particulier et du théorique au pratique. On pourrait examiner le caractère essentiel du droit international ainsi que le niveau de conflit entre les notions de mondialisation et de souveraineté. À cet égard, il souhaitait faire quelques propositions relatives à l'amélioration et à la clarification du Mémoire d'accord, visant à assurer le bon fonctionnement du mécanisme de règlement des différends. Premièrement, la conciliation et la médiation. L'objectif premier du règlement des différends de l'OMC était d'encourager les solutions mutuellement convenues. L'article 5 du Mémoire d'accord indiquait que les bons offices, la conciliation et la médiation étaient des procédures additionnelles qui étaient ouvertes à titre volontaire. Dans le contexte de l'OMC, un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de ces procédures de règlement des différends additionnelles était la nécessité d'assurer la cohérence avec les

règles de l'OMC, qui devraient toujours favoriser les droits et obligations actuels des Membres interdépendants. Le Mémoire d'accord, à cet égard, reconnaissait, à l'article 3:6, le droit des Membres de l'OMC de faire en sorte que toutes les solutions convenues d'un commun accord par ces moyens soient notifiées à l'ORD devant lequel d'autres Membres pourraient soulever leurs préoccupations et questions. Pour développer cette approche, la Jordanie proposait que le recours à la conciliation et à la médiation devienne également impératif dans les cas où un pays en développement ou un pays moins avancé Membre était concerné et fasse l'objet d'un mandat convenu et de délais spécifiques. De plus, pour compléter les dispositions du Mémoire d'accord en matière de conciliation, il serait bon également d'envisager la possibilité d'avoir un système de médiation général, qui fonctionnerait parallèlement à la procédure de groupe spécial. Les normes énoncées dans les Accords OTC et SPS pouvaient être considérées comme un instrument qui aiderait à déterminer les procédures d'un système de ce genre, lequel serait administré par l'ORD. Deuxièmement, le retrait des demandes de consultation et des demandes d'établissement d'un groupe spécial. Le Mémoire d'accord devrait inclure une disposition permettant à un Membre de retirer formellement une demande de consultations et cette disposition devrait traiter la question des consultations qui n'avaient pas été suivies d'une demande d'établissement d'un groupe spécial dans un certain délai, précisant que cette demande de consultations devrait être considérée comme retirée formellement à l'expiration d'une période spécifiée. Le Mémoire d'accord devrait également inclure une disposition permettant à une partie plaignante dans un différend de retirer formellement une demande d'établissement d'un groupe spécial. Ce droit devrait être exercé dans un délai spécifique.

4. Troisièmement, les différends concernant les pays en développement et les pays les moins avancés Membres. Il a déclaré que la participation des pays en développement et des pays les moins avancés Membres était de plus en plus évidente dans le processus de règlement des différends et c'était pourquoi la représentation dans les groupes spéciaux de ressortissants de ces pays offrirait une garantie et une incitation supplémentaires à une participation effective dans le processus. Quatrièmement, les procédures de travail pour les groupes spéciaux. Il faudrait élaborer à l'intention des groupes spéciaux des procédures de travail types détaillées analogues aux procédures de travail qui avaient été établies par l'Organe d'appel pour ses travaux. Actuellement, les groupes spéciaux ne disposaient que des lignes directrices très générales énoncées à l'Appendice 3 du Mémoire d'accord. Comme les différends devenaient plus complexes, à la fois du point de vue du nombre de parties et de tierces parties concernées et du nombre de questions à examiner au titre des Accords pertinents de l'OMC, l'équité et l'efficacité de la procédure des groupes spéciaux seraient grandement facilitées si l'on disposait de procédures de travail types. Ce point avait été réitéré par l'Organe d'appel dans un certain nombre de ses rapports récents, où il recommandait que les groupes spéciaux élaborent des procédures de travail types. En attendant, et dans le contexte du mandat de négociation actuel, un certain nombre de procédures de travail additionnelles devraient être examinées, y compris les procédures suivantes: i) la Jordanie pensait comme le Costa Rica que l'article 12:1 devrait être modifié de façon à inclure les droits de consultations des tierces parties lorsqu'il s'agissait de décider de l'application des procédures de travail spécifiées à l'Appendice 3; ii) la Jordanie pensait comme le Japon et les CE qu'il était nécessaire de modifier le paragraphe 3 de l'Appendice 3, en ce qui concernait la fourniture de résumés non confidentiels des renseignements contenus dans les exposés des parties et des tierces parties; et iii) la participation effective des tierces parties enrichirait le processus de règlement des différends en permettant aux parties à un différend et aux Membres pour lesquels le résultat d'une certaine affaire présentait un intérêt de participer pleinement aux travaux. Cinquièmement, le délai prévu pour la participation de tierces parties. Conforme à la pratique antérieure selon laquelle le délai prévu pour qu'une tierce partie informe l'ORD de son intérêt à présenter à un groupe spécial des communications écrites lors d'un différend était de dix jours. Cette pratique devrait être explicitement prévue dans le cadre de l'article 10:2 du Mémoire d'accord. Il convenait de noter que ce bref délai était nécessaire, car la notification de l'intérêt en tant que tierce partie était indispensable pour la composition d'un groupe spécial, les ressortissants de tierces parties à un différend ne devant pas faire partie des membres du groupe spécial chargés de l'affaire.

5. Sixièmement, la relation entre les articles 21:5 et 22 du Mémorandum d'accord. La relation entre l'article 21:5 et l'article 22:6 avait donné lieu à une certaine perplexité. La principale question qui se posait était de savoir si la procédure prévue à l'article 21:5 devait précéder la procédure prévue à l'article 22. La formulation actuelle de ces deux dispositions donnait lieu à une certaine incertitude. L'article 21:5 du Mémorandum d'accord prescrivait qu'un groupe spécial reconvoqué devait achever ses travaux dans les 90 jours suivant la date à laquelle il était saisi de la question. Toutefois, il ne précisait pas à quel moment ces travaux devraient être engagés. Rien dans les termes mêmes de cette disposition n'empêchait que ces travaux soient engagés avant ou après l'expiration d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions. L'article 22:6, par ailleurs, indiquait que l'ORD accorderait l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations "dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai raisonnable, à moins qu'il ne décide par consensus de rejeter la demande" ou que cette demande ne soit contestée et soumise à arbitrage. Ainsi, l'article 22 prévoyait un délai explicite pour la demande d'autorisation à l'ORD et l'octroi de cette autorisation tandis que l'article 21:5 ne prévoyait aucun calendrier qui pouvait garantir que cette analyse serait menée à bien dans ce délai. À cet égard, la Jordanie souscrivait à la conclusion selon laquelle l'article 22 ne pouvait être utilisé qu'une fois que les procédures prévues à l'article 21:5 auraient été menées à bien. Cette argumentation partait du fait qu'il était énoncé à l'article 21:5 que "dans les cas où il y aura désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions, ce différend sera réglé suivant les présentes procédures de règlement des différends, y compris ...". En outre, l'article 22:6 se limitait aux cas où "la situation décrite au paragraphe 2 se produira". Il s'agissait d'une référence aux cas où le Membre concerné n'avait pas mis la mesure jugée incompatible avec un accord visé en conformité avec celui-ci. Dans les cas où une procédure au titre de l'article 21:5 était ainsi en attente, l'argumentation était que les conditions permettant de présenter une demande de suspension au titre de l'article 22:6 ne pouvaient être remplies. En conséquence, dans les cas où il y avait désaccord au sujet de la mise en œuvre, c'était l'article 21:5 qui devait être utilisé et non l'article 22; sinon, l'article 21:5 n'aurait pas de raison d'être. La Jordanie examinerait les textes juridiques proposés à cet effet, et elle serait heureuse de coopérer avec les délégués pour parvenir à une interprétation commune à cet égard.

6. Septièmement, un délai pour l'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. Le délai prévu pour mener à bien l'arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord devrait commencer à compter de la date de la désignation de l'arbitre et non de la date de l'adoption du rapport. Huitièmement, le pouvoir de renvoi. L'octroi à l'Organe d'appel du pouvoir de renvoyer au groupe spécial des constatations ou conclusions factuelles était nécessaire pour assurer l'efficacité du système à deux niveaux du règlement des différends, préservant ainsi l'un des principes essentiels qui distinguaient le mécanisme de règlement des différends de l'OMC de celui d'autres organes et tribunaux internationaux. Étant donné que la sphère de compétence de l'Organe d'appel se limitait aux questions de droit, celui-ci avait parfois du mal, dans les cas où il avait infirmé une conclusion juridique d'un groupe spécial, de décider de la façon de modifier les conclusions du groupe spécial sans renvoyer une allégation au groupe spécial initial. Néanmoins, si l'on introduisait le concept de renvoi, il faudrait prolonger les délais prévus pour le règlement des différends, et élaborer des procédures prévoyant un examen supplémentaire par le groupe spécial. Ainsi, en l'absence de lignes directrices claires qui réglementeraient le pouvoir de renvoi, l'Organe d'appel serait placé dans une situation peu enviable. En outre, donner à l'Organe d'appel le pouvoir de renvoyer une affaire aurait certains inconvénients pour le système de l'OMC. À titre d'exemple, le fait que les membres des groupes spéciaux n'étaient pas actuellement des magistrats permanents faisait qu'il serait difficile de reconstituer le groupe spécial initial pour connaître du rapport renvoyé, ce qui devrait être pris en considération dans l'examen de la question du pouvoir de renvoi de l'Organe d'appel. Neuvièmement, les mémoires d'*amici curiae* présentés spontanément. Le système de l'OMC avait maintenant atteint un stade où il était justifié de reconnaître les intérêts non publics dans les différends entre Membres. L'article 17 du Mémorandum d'accord, tel qu'il était libellé, ne permettait pas l'*amicus curiae*, mais il a demandé si l'Organe d'appel ou le groupe spécial n'était lié que par ce qui était énoncé explicitement dans le Mémorandum d'accord. Si tel était véritablement le cas, on pourrait arriver à des résultats

plutôt contradictoires. Par exemple, le Mémorandum d'accord ne mentionnait nulle part que l'Organe d'appel devait procéder à une évaluation objective de la "question" dont il était saisi. Dans tout différend, le terme "question" comprenait des questions de faits et de droit, comme le précisait clairement le libellé dénué d'ambiguïté de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Cette obligation de procéder à une évaluation objective n'était imposée qu'aux groupes spéciaux conformément à l'article 11, mais il s'est demandé si cela empêchait l'Organe d'appel de procéder à une évaluation objective de l'affaire dont il était saisi. Certainement pas. C'était pourquoi il faudrait laisser à l'Organe d'appel une certaine latitude pour mener à bien les procédures dont il était saisi.

7. Ce qui importait c'était que, lorsqu'il exerçait son pouvoir discrétionnaire, le groupe spécial ou l'Organe d'appel ne se défasse pas de son devoir implicite de respecter le principe de régularité de la procédure et fasse en sorte que les mémoires présentés spontanément n'englobent pas des questions de fait, et que les parties au différend aient amplement le temps de réagir. Il faudrait toujours prendre en compte le fait que les mémoires d'*amici curiae* non demandés ne seraient utilisés que pour évaluer les arguments présentés par les parties au différend et non pour plaider en faveur du plaignant ou du défendeur. En conséquence, une disposition réglementant clairement les mémoires d'*amici curiae* non demandés, ou les interventions n'émanant pas des États, dans le cadre du Mémorandum d'accord, faciliterait le processus de règlement des différends. Ce droit d'intervention permettrait à une personne ou un groupe intéressé (comme les organisations de défense de l'environnement, les entreprises concurrentes du secteur privé et les citoyens) de présenter au groupe spécial ou à l'Organe d'appel des éléments de preuve et arguments (juridiques ou autres) qui amélioreraient la transparence et fourniraient des renseignements d'experts qui ne figureraient pas dans les communications des Membres. Là aussi, ce privilège pourrait être mal utilisé dans certains cas, s'il n'y avait pas de cadre clair pour son application, en particulier lorsqu'un différend concernait des pays en développement ou des pays les moins avancés Membres, compte tenu des charges financières auxquelles ils pourraient se trouver confrontés pour réagir à ce type de communication. Dixièmement, les questions d'interprétation. Il n'y avait rien dans le Mémorandum d'accord qui empêchait que des interprétations soient données dans le cadre de l'OMC, que ce soit par la Conférence ministérielle ou par l'ORD. Toutefois, conformément à l'idée que l'OMC était un organe de droit public international, la Jordanie proposait que les groupes spéciaux, l'Organe d'appel et/ou l'ORD aient le pouvoir de "demander" des avis consultatifs à la Cour internationale de justice (CIJ) sur des questions de droit international. Ainsi, l'OMC bénéficierait de la fonction consultative de la CIJ, comme c'était le cas pour d'autres organes spécialisés. La référence à un groupe indépendant tel que la CIJ attesterait de l'impartialité de l'OMC pour résoudre les différends qui pourraient résulter de l'application et de la mise en œuvre des Accords de l'OMC. L'avis consultatif devrait être considéré comme un instrument d'interprétation qui visait à aider les organes compétents à recommander ou adopter un rapport. Ledit avis devrait être soumis à la Conférence ministérielle ou au Conseil général pour adoption conformément à l'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. En attendant, et aux fins du mandat de négociation actuel, la Jordanie souscrivait à la proposition du Groupe africain concernant la nécessité de traiter la question des interprétations dans le cadre des comités de l'OMC.

8. Onzièmement, le rôle du Secrétariat. Conformément à l'article 27 du Mémorandum d'accord, le Secrétariat était chargé d'aider les membres des groupes spéciaux dans plusieurs aspects de leurs travaux. Dans la pratique, il apportait des compétences juridiques et aidait les membres des groupes spéciaux de nombreuses façons, y compris en rédigeant certaines parties de leurs recommandations. Cela risquait d'avoir un impact différent sur la transparence du processus de règlement des différends s'il n'y avait pas de système assurant que tous les documents, notes, renseignements ou toutes sortes de communications distribués par le Secrétariat étaient transmis dans les moindres délais aux parties et tierces parties au différend. Enfin, la capacité du Mémorandum d'accord d'équilibrer les objectifs commerciaux et juridiques resterait l'une de ses principales fonctions qui pourraient être assurées moyennant quelques innovations et une volonté de changement. Ces changements devraient viser essentiellement à un plus grand rapprochement des règles et pratiques de l'OMC et du droit public international et d'autres questions de politique commerciale. Pour établir un régime commercial

international plus viable, il était fondamental de disposer d'un mécanisme de règlement des différends équitable et juste et qui permette aux faibles d'obtenir réellement réparation de la part des forts. Les pays en développement allaient devoir être prêts à faire face aux défis que supposaient l'amélioration et la clarification du mécanisme de règlement des différends. Toutefois, il convenait de ne jamais perdre de vue qu'un système juridique qui n'encourageait pas la participation de tous ses membres perdait à terme sa crédibilité et cessait d'être viable. La Jordanie accueillait avec intérêt toute observation ou question des Membres concernant n'importe lequel des sujets traités ci-dessus et était prête à œuvrer avec les autres délégations en vue de parvenir à une entente sur tous les points visés par les négociations en cours de l'OMC.

9. Le représentant de la Thaïlande a dit que la contribution de son pays avait trait au système des groupes spéciaux. La Thaïlande avait examiné la proposition présentée par les CE et ses États membres en vue de l'établissement d'un organe permanent pour les groupes spéciaux et avait noté qu'un certain nombre de Membres n'étaient pas disposés, pour diverses raisons, à emprunter cette voie. L'une de ces raisons était un accroissement des coûts financiers. Il convenait de noter qu'à ce jour, aucune délégation n'avait indiqué que cette proposition ne présentait pas d'avantage. Dans cette optique et compte tenu d'autres facteurs dont, en particulier, l'indication donnée par les CE qu'elles étaient prêtes à considérer toute contribution des Membres concernant le système des groupes spéciaux, la Thaïlande avait formulé quelques idées qu'elle souhaitait partager avec les Membres. En vertu du système actuel, si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervenait pas dans un délai de 20 jours après l'établissement du groupe, l'une ou l'autre des parties au différend pouvait demander au Directeur général de désigner les membres du groupe spécial en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Conseil compétent. La Thaïlande proposait que, nonobstant l'existence de la liste indicative de personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux tenue par le Secrétariat, qui était régulièrement mise à jour, le Directeur général devrait également tenir une liste indicative de candidats possédant les qualifications requises indiquées à l'article 8 du Mémoire d'accord. Cette liste, après avoir été approuvée par l'ORD, serait dénommée "liste de présidents" et serait composée de personnes qui pourraient être désignées par tirage au sort pour présider un groupe spécial. Comme cela était indiqué à la partie III.1 de la contribution de la Thaïlande (voir le document TN/DS/W/31), le nombre de personnes figurant sur la liste serait revu au besoin. Les Membres pourraient demander au Directeur général de désigner le président du groupe spécial par tirage au sort à partir de la liste de présidents ou de déterminer la composition du groupe spécial conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord. Dans ce dernier cas, il devait être donné un plein effet à la désignation antérieure d'un président et/ou à tout accord intervenu entre les parties sur une personne nommée par le Secrétariat. S'il recevait des demandes parallèles des parties à un différend concernant la désignation d'un président et la composition du groupe spécial, le Directeur général déterminerait la composition du groupe spécial, en consultation avec les parties, conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord, y compris, lorsqu'il le jugerait approprié, en choisissant un président, par tirage au sort, à partir de la liste de présidents. Il a indiqué que la proposition de la Thaïlande ainsi que les avantages qui pourraient découler pour les Membres de cette proposition étaient décrits plus en détail dans le document TN/DS/W/31. Il a souligné que le système proposé aiderait certainement le Directeur général à déterminer la composition des groupes spéciaux. Il semblait, le plus souvent, qu'après la désignation du président d'un groupe spécial, il était plus facile pour les parties à un différend de s'entendre sur la composition d'un groupe spécial. Par ailleurs, l'adoption de ce système ne nécessiterait aucune modification du Mémoire d'accord. Une décision de l'ORD suffirait. Il serait utile, dans ce contexte, de disposer d'une compilation regroupant toutes les décisions de l'ORD dans un seul document.

10. Le représentant de l'Inde a fait bon accueil à la proposition de la Thaïlande relative à une liste de présidents et a indiqué qu'elle semblait constituer une amélioration par rapport à la proposition des CE à ce sujet. Le principal avantage semblait être sa flexibilité; elle ne visait pas à supprimer le système actuel mais à le renforcer. Sa délégation avait, toutefois, un certain nombre de questions auxquelles elle souhaiterait que la Thaïlande réponde. Il s'est demandé si la liste de présidents serait,



dans l'ensemble, représentative de la composition de l'OMC, comme l'avait prévu l'article 17:3 du Mémoire d'accord pour les membres de l'Organe d'appel. Il s'est demandé si la désignation du président du groupe spécial par tirage au sort à partir de la liste de présidents ne rendrait pas effectivement inutiles les dispositions de l'article 8:3 du Mémoire d'accord. Il s'est également demandé s'il ne serait pas utile de prévoir certains garde-fous faisant que les citoyens des Membres dont les gouvernements étaient des parties à un différend ou des tierces parties ne puissent pas présider un groupe spécial chargé de ce différend. Il a demandé quelle devrait être la durée de l'inscription d'une personne sur la liste de présidents. Il a enfin demandé avec quelle fréquence la liste de présidents serait révisée.

11. Le représentant du Mexique a dit que, comme les Membres entraient maintenant dans la deuxième phase des négociations et que les textes juridiques leur avaient été soumis, il était important de répondre aux questions suivantes: i) quel était le problème qui serait résolu par une proposition à l'examen? ii) y avait-il une quelconque symétrie entre le problème identifié et la solution proposée ou la modification qu'il était proposé d'apporter au Mémoire d'accord? Il a rappelé que le Mexique avait soulevé les mêmes questions lorsqu'il avait communiqué sa proposition. Le Mexique présentait son texte juridique dans cette optique. Il cherchait à résoudre ce qu'il considérait comme étant le problème plus grave confrontant le système de règlement des différends. La solution qu'il proposait tenait compte de plusieurs facteurs, y compris de la nécessité de régler rapidement et efficacement les différends entre les parties. La proposition mexicaine avait également pour avantage de n'apporter que des modifications minimales au texte existant et d'être rédigée en termes simples.

## **2. Autres questions**

12. Le représentant de l'Inde a rappelé qu'à la Session extraordinaire de décembre de l'ORD, son pays avait formulé quelques observations préliminaires au sujet de la proposition conjointe du Chili et des États-Unis (voir le document TN/DS/W/28) indiquant qu'il en appuyait certains éléments et a déclaré qu'il souhaitait faire des observations supplémentaires sur certains éléments de la proposition. S'agissant de l'introduction d'une phase d'examen intérimaire dans les procédures de l'Organe d'appel, il a déclaré qu'en dépit du fait que l'Inde était en faveur de cette proposition, elle ne partageait pas l'avis selon lequel les parties devraient pouvoir se prévaloir de cette procédure pour supprimer d'un commun accord les parties du rapport qui, selon elles, n'aidaient pas à régler le différend ou n'étaient pas nécessaires. Cela ne correspondait ni à la pratique relative à la phase intérimaire des procédures des groupes spéciaux ni à son but. Le but avait été, et devrait être, de signaler toutes les erreurs factuelles et de procéder à une évaluation des questions de droit pertinentes. S'agissant de la proposition concernant l'adoption "partielle" des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, il a rappelé que l'Inde s'était fermement déclarée en faveur d'une telle procédure à une réunion de l'ORD tenue en avril 2002 durant laquelle le rapport du groupe spécial dans l'affaire *Inde – Secteur automobile* était examiné par l'ORD en vue de son adoption. Dans cette affaire, le Groupe spécial avait fait des constatations sur des questions qui outrepassaient son mandat et les États-Unis, dans leur déclaration, avaient partagé l'opinion de l'Inde. Cela dit, l'Inde souhaitait savoir quelles étaient les procédures qui devraient être mises en place et qui détermineraient les parties des rapports devant être adoptées.

13. Il a dit que sa délégation souhaiterait que les auteurs de la proposition indiquent pourquoi ils avaient inventé deux niveaux de protection - les stades de l'examen intérimaire et de l'Organe d'appel - pour assurer le contrôle par les Membres du processus de règlement des différends. S'agissant de la proposition relative à la suspension des procédures de groupe spécial et de l'Organe d'appel par accord mutuel entre les parties, il a rappelé que la règle 30 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel* prévoyait uniquement le retrait des appels et non pas la suspension des procédures. Il s'est demandé si les parties pouvaient suspendre les procédures au stade intérimaire, à savoir après la remise du rapport intérimaire aux parties. Si tel était le cas, Il y avait une possibilité réelle d'abus par les Membres. S'agissant de la proposition visant à assurer que les membres des groupes spéciaux

aient les connaissances et l'expertise requise, il a dit que sa délégation aimerait savoir ce qui la motivait. Il a mentionné la déclaration figurant dans la proposition selon laquelle "les Membres voudront peut-être examiner si le Mémorandum d'accord actuel offre une garantie suffisante que les membres des groupes spéciaux ont les connaissances spécialisées appropriées pour bien comprendre les questions présentées" et a demandé si les auteurs de la proposition favorisaient un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux comme le préconisaient les CE ou s'ils proposaient l'établissement de critères de qualification stricts concernant les personnes à inclure dans la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales. En ce qui concernait la proposition visant à donner des éléments d'orientation supplémentaires aux organes juridictionnels de l'OMC, il a dit que sa délégation aimerait savoir quelles sortes d'"orientations supplémentaires" étaient envisagées par ses auteurs. Il s'est demandé si ces nouvelles règles s'ajouteraient aux règles existantes en matière d'interprétation. Il a demandé si l'introduction de ces nouvelles règles ne compromettrait pas l'indépendance des organes juridictionnels. Pour l'Inde, cette proposition était très importante étant donné le recours croissant des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel à d'autres instruments internationaux pour interpréter les accords visés. Dans l'affaire *États-Unis – Gazoline*, par exemple, l'Organe d'appel avait jugé qu'en vertu de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord il ne fallait pas interpréter le système de l'OMC, comme tout autre sous-système, en l'"isolant cliniquement" des nombreuses sources de droit international public. Cela avait mis un terme à l'idée que le GATT/l'OMC était un système "autonome". Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel, pour la première fois, avait décidé que l'article 31 3) c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités était la source première d'"indications additionnelles en matière d'interprétation" tirées du droit international public. Le Groupe spécial dans l'affaire *Corée – Marchés publics* était allé encore plus loin et avait employé des règles et des principes de droit international coutumier pour combler les lacunes involontaires des Accords de l'OMC. Il avait déclaré que le droit international coutumier était d'application "dans la mesure où les Accords de l'OMC n'y ont pas dérogé".

14. Il a dit que ces affaires témoignaient de l'influence croissante du droit international public sur le processus de règlement des différends de l'OMC. Il a demandé aux auteurs de la proposition de répondre aux questions suivantes: i) s'ils étaient confrontés à une lacune dans un accord visé, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devraient-ils distinguer entre les principes figurant dans des traités universels/multilatéraux et ceux qui figuraient dans des traités régionaux ou simplement bilatéraux?; ii) dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel s'était abondamment reporté aux principes énoncés dans des accords environnementaux multilatéraux tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage pour interpréter l'article XX du GATT de 1994. Cela en dépit du fait que toutes les parties au différend n'étaient pas parties aux accords. Que devrait faire un groupe spécial ou l'Organe d'appel dans de tels cas? Devraient-ils se fonder uniquement sur les principes figurant dans les traités auxquels les parties au différend étaient toutes deux signataires? Dans quelles circonstances pouvait-on recourir aux principes prévus par un traité bilatéral dans un différend soumis au processus de règlement des différends de l'OMC? Sa délégation était prête à prendre part à des discussions constructives avec les auteurs de la proposition et apprécierait qu'ils donnent des précisions sur leurs préoccupations.

15. Le représentant de la Jordanie s'est félicité de la proposition de Chili et des États-Unis et a dit qu'elle contenait de nombreux éléments intéressants que sa délégation pouvait probablement appuyer. Il s'agissait notamment de l'introduction d'une phase intérimaire dans les procédures de l'Organe d'appel, de permettre aux parties de "suspendre" d'un commun accord les procédures de groupe spécial et de l'Organe d'appel, et d'autoriser l'adoption partielle de rapports. Sa délégation attendait avec intérêt de recevoir les textes juridiques des auteurs concernant ces propositions.

16. La représentante de la Chine a dit que le document de la Chine distribué sous la cote TN/DS/W/29 n'était pas une proposition en tant que telle. Presque tous les points figurant dans le document avaient été soulevés par de nombreux pays en développement Membres durant les négociations. La communication reflétait l'appui de la Chine en faveur de quelques-unes des propositions avancées en vue de renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans le Mémoire d'accord. La Chine était d'avis que nombre de pays en développement Membres ne comprenaient pas suffisamment bien les Accords de l'OMC et n'avaient pas les ressources humaines nécessaires pour défendre leurs droits au titre du Mémoire d'accord. Il était impératif qu'une assistance soit fournie aux pays en développement pour qu'ils puissent utiliser davantage du système de règlement des différends. La Chine souhaitait collaborer étroitement avec les autres participants en vue de l'élaboration d'un texte qui serait acceptable pour tous.

17. Le représentant des États-Unis a remercié l'Inde et la Jordanie d'avoir exprimé leur appui en faveur de certains éléments de la proposition des États-Unis et du Chili. Sa délégation avait pris note de leurs observations et questions très approfondies et les transmettrait à son administration nationale et en tiendrait compte dans le cadre de l'élaboration par les coauteurs du texte juridique de la proposition. Il a assuré les deux délégations que les coauteurs étaient disposés à examiner plus avant leur proposition avec elles.

18. Le représentant du Chili a remercié la Chine pour son document conceptuel et a dit que le Chili partageait bon nombre des idées qui y figuraient. Il a toutefois demandé à la Chine de donner des précisions sur le paragraphe 8 de la section 3 de son document. Il était dit dans ce paragraphe que la Chine était favorable au raccourcissement des délais dans la procédure de règlement des différends, en particulier dans les différends concernant des mesures commerciales correctives abusives. Il s'est interrogé sur la raison de la distinction établie entre les pays développés et les pays en développement concernant les mesures commerciales correctives abusives et s'est demandé s'il était justifié d'accorder un traitement spécial aux pays en développement. Selon le Chili, de telles mesures étaient aussi abusives pour les pays développés que les pays en développement. Il a rappelé qu'il était déjà prescrit qu'une attention particulière devrait être accordée par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel à la situation spéciale des pays en développement. Il serait utile d'examiner, à titre informel, la question de savoir s'il convenait ou non d'accorder un traitement différentiel aux pays en développement lors de l'examen des mesures commerciales correctives.

19. La représentante de la Chine a indiqué que sa délégation transmettrait la question à son administration nationale mais que sa réponse préliminaire était qu'il serait raisonnable de donner un traitement spécial et différencié aux pays en développement compte tenu de leurs ressources limitées et du fait qu'ils n'avaient pas les mêmes compétences techniques que les pays développés concernant l'utilisation pleine et entière du système de règlement des différends.

20. Le représentant de l'Inde s'est félicité de la contribution de la Chine et a dit qu'elle contenait plusieurs éléments positifs que l'Inde aimerait étudier en détail avant de présenter ses observations formellement.

21. Le représentant de la Thaïlande a remercié la Chine pour sa proposition et a demandé si elle avait l'intention de présenter un texte juridique développant ces propositions. Il a également demandé si la Chine souhaiterait que la paragraphe 2 de sa proposition soit inclus dans une disposition du Mémoire d'accord.

22. La représentante de la Chine a indiqué qu'elle contacterait les autorités de son pays afin de savoir si la Chine présenterait un texte juridique. Cela dit, comme il s'agissait d'un document conceptuel, la Chine continuerait de collaborer avec les autres participants sur des questions spécifiques. Quant à la question posée par la Thaïlande, elle a indiqué qu'elle y répondrait sous peu.

23. Le Président a informé les participants que la réunion suivante de la Session extraordinaire aurait lieu les 17 et 18 février et que l'examen des projets de textes juridiques se poursuivrait. Il a demandé si des délégations avaient l'intention de présenter des projets de textes juridiques avant la réunion suivante. Si tel était le cas, il les inviterait à le faire avant le 7 février afin que ces nouvelles propositions soient incluses dans une compilation révisée des projets de textes juridiques.

---